

■ Le mot du Premier Secrétaire Présidentielle : première étape

Nos camarades ont donc le choix entre trois candidats à la candidature pour la prochaine présidentielle. Il aurait pu y en avoir plus ; il aurait pu y en avoir d'autres...

A priori, notre choix ne sera pas un choix politique car le programme de notre candidat(e) devra être directement issu de notre projet que la quasi-totalité des militants ont adopté il y a peu.

Chacune et chacun d'entre nous choisira donc celui ou celle, qui à ses yeux, saura le mieux rassembler la gauche, battre la droite et ensuite gouverner le pays.

Le choix est donc éminemment subjectif...

En ce qui me concerne, ma préférence allait, parmi ceux de nos responsables ayant une vraie dimension d'homme d'Etat et dont je me sens proche, vers Lionel JOSPIN ou François HOLLANDE. Ils auraient d'ailleurs dû, à mon sens, prendre langue depuis longtemps et, pour-quoi pas, constituer un «ticket».

Comme ni l'un ni l'autre n'est présent dans cette compétition, pour la première fois de ma vie de militant, je ne choisirai pas entre les candidats en présence. Si j'avais choisi, je vous l'aurais dit, comme je vous l'avais promis, sans bien sûr vous demander de me suivre dans un choix plus personnel que politique.

Bien évidemment, après la désignation, comme nous tous, je soutiendrai loyalement le(la) candidat(e) qui sera désigné(e) par les militants. Ceux-ci veulent la victoire.

Il est non moins évident que mon soutien s'arrêterait si d'aventure sa trajectoire s'éloignait par trop du socle de nos valeurs communes, ce que je n'ose pas imaginer.

Jamais les conditions du succès d'un ou d'une socialiste n'ont été aussi grandes, notamment en raison de l'échec flagrant des Chirac, Raffarin, Villepin et Sarkozy et consorts. Il appartiendra donc, dès sa désignation, à celui ou celle qui portera nos couleurs de ne pas gâcher nos chances mais bien de les augmenter encore.

Socialistes, femmes et hommes de gauche, citoyens, nous croyons tous en la victoire.

Si nous ne commettons pas d'erreurs dans les semaines et les mois qui viennent, elle ne doit pas nous échapper.

J.P.D.

Un Secrétaire fédéral en charge de l'élection présidentielle

Bernard VAREILLE, professeur à la faculté de droit, ancien président de l'Université de Limoges et membre de la direction fédérale est maintenant en charge de tout ce qui est lié à la désignation de notre candidat(e) et à l'élection présidentielle.

Brèves...

■ L'illustre José Bové est allé «soutenir» à la Paz le Président bolivien Evo Morales.

Seuls de mauvais esprits penseront qu'il a cherché seulement, en faisant cela, à acquérir un supplément de notoriété...

■ Monsieur Nicolas Sarközy de Nagy-Bocsa chasse sur les terres de Le Pen.

Il devrait savoir que si l'on peut marauder quelques voix sur les terres des autres, on risque d'en perdre beaucoup sur les siennes propres !

■ Le candidat favori de la droite ne s'exprime que sur ce qui, croit-il, plait au plus grand nombre.

Il faudra pourtant un jour qu'il donne son opinion sur les grands problèmes qu'il aurait à résoudre si d'aventure il emportait la présidentielle : protection sociale, retraites, emploi et pouvoir d'achat.

Pour faire gagner la gauche en 2007, pour nous, c'est Laurent FABIUS !**Laurent FABIUS, le candidat du projet socialiste pour un vrai changement à gauche**

Pour nous mener à la victoire, notre candidat devra être fidèle au projet socialiste, décidé à résister à la déferlante du capitalisme financier, capable de rassembler la gauche. Par ses engagements et son expérience, seul Laurent Fabius peut relever ces défis.

Laurent Fabius est le candidat qui a tiré les leçons de l'expérience et du 21 avril 2002 : pour réussir, les socialistes doivent rester fidèles à leurs valeurs et à l'écoute du peuple de gauche. Ayant connu les épreuves du pouvoir aux côtés de François Mitterrand puis de Lionel Jospin, il n'improvisera pas sa présidence. Il saura représenter la France dans les négociations internationales et européennes.

Pour rassembler la gauche autour des valeurs de la gauche et de propositions précises

Laurent Fabius est le candidat du rassemblement de la gauche. Pas question pour lui de délaisser nos partenaires de gauche pour lorgner vers le centre. Avec des propositions clairement à gauche, il est le seul capable de rassembler largement dès le premier tour de l'élection présidentielle et d'enclencher une dynamique unitaire face à la droite et à l'extrême droite.

élaboration, il a pris 7 engagements pour l'enrichir. Pas question pour lui de le contredire, de **Laurent Fabius est le candidat du projet socialiste.** Après avoir participé activement à son l'affadir ou de l'oublier. Ni avant, ni pendant, ni après les élections.

Laurent Fabius est le candidat du pouvoir d'achat et de la préparation de l'avenir. Laurent Fabius propose des mesures immédiates de revalorisation du SMIC, des petits et moyens salaires et des retraites modestes. Il agira pour l'emploi et pour le logement, pour l'école et pour les services publics. Son action portera sur le long

www.laurent-fabius.net

terme : écologie active, priorité à la recherche, République parlementaire nouvelle soumise à référendum, relance et réorientation de l'Europe. Pas question pour lui de rester flou ou de s'en tenir à des généralités.

Laurent Fabius est le seul candidat en phase avec les aspirations profondes du peuple de gauche telles qu'elles se sont exprimées dans les urnes ou dans les mobilisations sociales, contre la loi Fillon en 2003 ; pour la laïcité en 2004 ; pour l'Europe sociale en 2005 ; contre le CPE en 2006. Voilà pourquoi, malgré les médias et les sondages qui se trompent toujours, il est le mieux placé pour gagner en 2007.

Pour tirer les leçons de l'expérience et éviter un nouveau 21 avril.

Avec Laurent Fabius, nous voulons un président socialiste et un gouvernement de gauche en 2007.

Nous te proposons de nous rejoindre autour de Laurent Fabius pour construire une France forte et solidaire, forte parce que solidaire.

*Je m'engage pour le changement.
Vous pouvez compter sur moi.
Laurent Fabius*

Le comité de soutien de Laurent Fabius : en Haute-Vienne

Moussa KEBABI, Raymond LALAY, Jean-Jacques LAMY, Daniel NOUAILLE, Daniel BOULIER M.Françoise JOSEPH, Philippe LAGORCE, Pierre DELBES, Jean-Claude CONTIE, Jean-Claude JOSEPH, Pierre DELBES

Pour prendre contact avec nous :

Tel : 05.55.35.10.27

Courriel : soutien87@laurent-fabius.net**2007^{la} Gauche**

Réussir ensemble le changement

SOUTENEZ LA CANDIDATURE DE LAURENT FABIUSInscription en ligne au comité de soutien sur www.2007lagauche.fr

Pour en savoir plus sur la candidature de Laurent :

www.laurent-fabius.netwww.2007lagauche.fr**à rassembler à gauche** **avec Laurent Fabius**

Chèr(e)s Camarades,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter la profession de foi de Ségolène Royal (L'intégralité du texte est disponible sur le site www.desirsdavenir.org). Si je la soutiens dans sa volonté de représenter la gauche à l'élection présidentielle c'est parce qu'elle incarne **l'écoute, l'audace et la modernité**. Bien à vous.

Béatrice Dufour, Mandataire de Ségolène Royal, Maire de Sauviat/Vige, Conseillère Régionale.

« La campagne sera victorieuse si nous le méritons. **Beaucoup de Français ont le sentiment de ne plus être ni écoutés ni compris**. La rénovation des méthodes, l'exigence d'écoute et de participation, les réformes précises et crédibles, les réponses apportées aux inquiétudes des catégories populaires détermineront non seulement le résultat pour gagner, mais surtout la confiance pour réussir. **Forts de nos convictions socialistes, nous sommes capables de rassembler toute la gauche et de mobiliser les Français.**

(...)

« Refuser le cercle de fatalité, le cercle de fer » disait Jaurès. **C'est d'abord cela, le socialisme : s'arracher à la pesanteur des habitudes, porter une exigence de justice et de transformation sociale, garder au cœur une révolte vive.**

(...)

Ensemble, nous mériterons la confiance des Français et nous accomplirons ce changement profond qu'ils attendent : **un pays créatif et accueillant à tous les siens et fier de sa diversité ; un Etat au service des citoyens garant d'un ordre social juste et de sécurités durables.**

Le projet socialiste fixe les axes de notre politique pour la France et précise les engagements du prochain quinquennat. **C'est notre projet, c'est notre bien commun.**

- **Pour l'emploi : seule la gauche est capable de relancer la croissance et la confiance en augmentant le pouvoir d'achat** car la justice sociale n'est pas un handicap mais un facteur de compétitivité, en investissant dans la recherche et l'innovation, en choisissant résolument l'excellence environnementale, riche d'activités et de métiers nouveaux.

- **Pour le pouvoir d'achat : les socialistes doivent moins taxer le travail que le capital** (...). La gauche ouvrira donc une conférence salariale qui, au-delà de la nécessaire et évidente augmentation du SMIC, confortera tous les salariés, et notamment les plus modestes, dans leur travail et renforcera aussi notre économie. Le succès de cette conférence les incitera puissamment à adhérer au syndicat de leur choix (...).

- **Pour l'école : l'égalité réelle, c'est de tenir pour tous les élèves la promesse républicaine de réussite**. C'est une offre scolaire de qualité sur tout le territoire (...). C'est le service public de la petite enfance, la lutte contre le décrochage scolaire, des moyens renforcés pour ceux qui en ont le plus besoin, un soutien scolaire individuel et gratuit, l'augmentation de la présence adulte dans les établissements (...).

- **Pour l'excellence environnementale** : je veux faire de la France un pays exemplaire en Europe et dans le monde dans la lutte contre le réchauffement de la planète, la gestion de l'eau, la priorité aux énergies renouvelables, le développement des transports propres, le traitement des déchets et la mise en place d'une véritable fiscalité écologique.

- **Contre la violence** : nous devons être lucides et implacables contre toutes les délinquances et contre toutes les causes qui conduisent aux comportements délinquants. Ce sont nos concitoyens les plus démunis qui en sont les principales victimes (...).

Avec vous, je veux une France qui retrouve sa place en Europe et dans le monde. Quels qu'aient été nos votes lors du referendum de l'an dernier, nous voulons une Europe plus concrète, plus protectrice, et donc moins libérale (...).

Pour assurer le succès de notre projet, **nous avons besoin d'une nouvelle République** qui s'appuie sur une démocratie représentative renouée, et la fin du cumul des mandats, sur une démocratie plus participative, et sur une décentralisation aboutie (...).

Aujourd'hui, nous avons un grand rendez-vous démocratique. Je sais la dureté du combat qui s'annonce. Je ne le crains pas. Car je mesure l'espérance qui se lève dans le pays. J'ai confiance dans notre capacité à joindre nos forces et à rassembler la gauche.» Ségolène Royal

Pourquoi DSK ?

Homme d'expérience, DSK incarne la conviction, la volonté d'agir et de se confronter concrètement aux problèmes du pays.

DSK est convaincu que les Français veulent :

- au plan politique, un changement de génération, de mode de pensée et de manière d'agir.
- au plan économique et social, une meilleure protection de l'Etat, un avenir assuré pour eux et leurs enfants, une France plus juste.

DSK veut agir et dans ce cadre, il propose une social-démocratie renouée et assumée :

- Un objectif : le social, en mettant au cœur de ce combat la réalisation de l'égalité réelle, en donnant plus de capital public à ceux qui ont moins de capital social. Bref, en donnant plus à ceux qui ont moins ;
- Une méthode : la démocratie, en renouant avec le parlementarisme, en installant une véritable démocratie sociale, en contractualisant avec les organisations syndicales, associatives et patronales comme dans toutes les grandes social-démocraties, en introduisant partout la démocratie participative qui permet de concerter, de confronter et finalement d'impliquer nos concitoyens dans la politique de leur pays.
- Une exigence : la vérité, en ne promettant que ce que l'on pourra faire. C'est ainsi que l'on retrouvera la confiance des Français. Il faut gagner les élections en 2007 pour construire une gauche durable. Réformer en profondeur la société se fait dans le temps. Un seul moyen pour la gauche d'aller au bout de la transformation sociale que nous appelons : gagner en 2007 et regagner en 2012 !

Les Français en ont assez d'un Président au-dessus du peuple, qui se contente de donner de grandes orientations. DSK veut changer radicalement la présidence de la République. Il sera un Président engagé, un Président acteur, qui décide, qui dirige, qui met les mains dans le cambouis. C'est à cette seule condition que nous réussirons, ensemble, la transformation sociale que nous appelons de nos vœux.

Pour toutes ces raisons, DSK doit être le candidat du rassemblement du PS pour gagner face à la Droite en 2007 et pour construire une gauche durable.

Jean-Luc BAYARD

Contact : 06.81.62.07.80 – <http://hautevienne.avecdsk.net>

■ Accueil des nouveaux adhérents

A la suite de la campagne d'adhésion lancée au printemps dernier, plus de 650 nouveaux adhérents ont rejoint la Fédération de la Haute-Vienne. Cet afflux sans précédent est le signe d'une véritable dynamique dans le camp socialiste en vue des futures échéances électorales.

Dans un souci d'accueillir ces nouveaux camarades et en complément du travail effectué par les secrétaires de section, la direction fédérale les a invités à Landouge le 22 septembre dernier. Les 300 présents ont pu rencontrer les membres du Secrétariat fédéral et de nombreux élus. Les différents échanges ont permis à ces nouveaux adhérents de mieux connaître le fonctionnement du Parti, le tout dans un esprit chaleureux et convivial sans pour autant oublier la mobilisation nécessaire de toutes et de tous dans les mois à venir.



L. L.

■ Oui au TGV Poitiers-Limoges Déclaration du Secrétariat fédéral du Parti Socialiste de la Haute-Vienne

Dans le cadre du débat public concernant le projet d'une Ligne à Grande Vitesse Poitiers-Limoges permettant de relier Limoges à Paris en moins de deux heures, le Secrétariat fédéral de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne tient à rappeler l'importance pour Limoges, la Haute-Vienne et l'ensemble du Limousin de la connexion avec le réseau à grande vitesse européen. Le Secrétariat fédéral, à l'unanimité, se déclare favorable à la création du barreau Poitiers-Limoges et considère que cette ligne à grande vitesse accroîtra l'attractivité de la Ville et son ouverture sur les pays de la Loire, le Poitou-Charentes, le nord de l'Aquitaine et plus généralement sur la façade Atlantique. Cette ligne aura également un impact positif dans les domaines de l'enseignement supérieur, la recherche, les complémentarités technopolitaines et économiques, le tourisme urbain, les offres culturelles, la valorisation du territoire...

Il considère de plus que dans le contexte actuel de raréfaction des deniers publics, seule la L.G.V. Poitiers-Limoges permet d'atteindre ces objectifs. Le Secrétariat fédéral soutient donc toutes les initiatives des collectivités locales et des acteurs socio-professionnels visant à une mise en œuvre de ce projet le plus rapidement possible. Pour autant il demande la poursuite de l'amélioration de l'axe historique Nord-Sud tant au niveau des matériels qu'en matière d'infrastructures pour optimiser les performances de la ligne actuelle.

Limoges, le 16 octobre 2006

■ Nécrologie

Robert CADIN

Ancien secrétaire de la section de Nexon, Robespierre CADIN est décédé le 19 août 2006. Ses obsèques civiles ont eu lieu au cimetière de Nexon le 21 août à 16 heures. Robespierre, Robert, selon l'usage, était né à Bordeaux le 27 février 1918, mais c'est en Corrèze qu'il avait passé sa jeunesse. A l'âge de 18 ans, il s'était engagé dans l'armée qui a été sa seconde famille jusqu'en 1959. Il avait ensuite travaillé dans un cabinet d'assurances et avait terminé ses activités professionnelles en qualité de buraliste à Nexon. Robert avait adhéré très jeune à la SFIO, puis au Parti Socialiste. Il a détenu le record de longévité en tant que secrétaire de la section. En 1965, il avait été élu conseiller municipal et son mandat avait été renouvelé deux fois. Pendant 18 ans, il a participé à toutes les réunions du Conseil. Ses interventions étaient fort judicieuses et son discours allait toujours dans le sens de l'intérêt général, de la solidarité, du respect des autres et de la tolérance. Il a été toute sa vie un militant socialiste animé par un esprit de justice, soucieux de la défense des faibles et des opprimés. La section de Nexon lui a rendu un dernier hommage et renouvelé à son épouse et à sa famille ses condoléances socialistes.

Raymond POURADE n'est plus. Ce militant socialiste de toujours nous a quitté le 18 août dernier après avoir lutté contre la maladie pendant plus de 2 ans. Il venait d'avoir 69 ans.

Jeune élève-instituteur, Raymond intègre l'école de hameau de Combret en 1957 puis l'année d'après celle de Linards où il terminera sa carrière comme directeur en 1992. De nombreux anciens élèves de toute génération lui ont rendu un dernier hommage montrant ainsi leur attachement à un enseignant de qualité, exigeant mais juste.

Très rapidement impliqué dans la vie associative locale, il sera également élu au conseil municipal à 2 reprises : adjoint au maire de 1971 à 1977 et de 1983 à 1989.

Curieux de tout, Raymond s'intéressait au cinéma, à la littérature, au sport, à la bande dessinée, au jazz ... Ses collections et ses archives s'étendent aussi à la vie politique puisqu'il a réuni au fil du temps des articles de presse, des statistiques, des résultats d'élections tant locales que nationales.

Raymond Pourade était un humaniste profondément attaché à la laïcité et aux valeurs socialistes. Militant dévoué et impliqué, il était secrétaire de la section de Linards depuis de nombreuses années.

Raymond laisse le souvenir d'un homme de conviction, attachant, disponible et sensible à l'intérêt collectif.

Que sa famille trouve ici l'expression de notre soutien et de notre amitié.

■ Compte rendu annuel de mandat de Marie-Françoise PEROL-DUMONT

Les 6 et 7 septembre derniers, Marie-Françoise PEROL-DUMONT et Bernard BROUILLE ont tenu leurs réunions annuelles de compte rendu de mandat à la salle polyvalente de Blanzac, pour la partie rurale, et à la maison du temps libre d'Isle pour le secteur urbain. Plus de 200 personnes ont assisté à ces moments d'échanges privilégiés que la députée et son suppléant souhaitent ouverts à tous et qui ont vu la présence de nombreux militants, élus, présidents d'associations et habitants de la circonscription.

Après avoir évoqué les temps forts de son activité parlementaire à l'Assemblée Nationale ainsi que son "travail sur le terrain" (permanences, visites d'entreprises, participation à diverses manifestations...), Marie-Françoise PEROL-DUMONT a rappelé les différentes lois votées au cours de la session 2005-2006, en mettant plus particulièrement l'accent sur quelques textes dont les incidences sont lourdes de conséquences pour l'avenir :

- *la loi pour l'égalité des chances* qui visait, entre autres, à instaurer le fameux "CPE", heureusement abandonné sous la pression de la rue, mais aussi le Contrat de responsabilité parentale déléguant aux Présidents des Conseils Généraux le droit de suspendre les allocations familiales, une très mauvaise réponse à l'importante question de l'absentéisme scolaire selon Marie-Françoise.

- *la loi portant engagement national pour le logement* qui ne prend nullement en compte la situation des 3 millions de mal-logés, l'inflation des loyers et qui ne comporte aucune disposition contraignant à bâtir des logements sociaux.

- *le débat sur la politique de développement des infrastructures de transport* qui a conduit à la privatisation des sociétés d'autoroutes et qui va amputer l'Agence de Financement des Infrastructures de Transports de

France de moyens pérennes pourtant indispensables au regard des besoins en termes d'aménagement routier et ferroviaire.

- *la loi d'orientation agricole* qui favorise l'agrandissement des exploitations et le développement des concentrations sans se soucier des particularités territoriales existantes.

(etc...)

Elle a, par ailleurs, dénoncé certaines lois votées en 2005 mais qui sont entrées en vigueur cette année telles que la Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées dont les impacts financiers n'ont pas été bien mesurés par l'Etat, tout comme pour l'acte II de la décentralisation ou encore la Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école qui a supprimé les Travaux Personnalisés d'Encadrement et prévoit la suppression d'au moins 8000 postes d'enseignants.

La députée a enfin abordé l'ordre du jour de la rentrée parlementaire avec le projet de loi portant adaptation de l'énergie qui, sous couvert de procéder à la fusion GDF-Suez, vise à privatiser un fleuron de notre économie nationale, en dépit de la vive opposition manifestée par l'ensemble des élus de gauche et le mal nommé projet de loi relatif à la prévention de la délinquance qui prône la sanction comme seule réponse, faisant l'impasse sur les politiques de prévention.

Bernard BROUILLE, que Marie-Françoise a chaleureusement remercié pour le soutien qu'il lui apporte, a, quant à lui, plus particulièrement parlé du "travail de terrain" (participation aux manifestations locales, rencontres avec les élus, socioprofessionnels, syndicats...).

Ces réunions se sont achevées par de nombreux échanges avec la salle avant de se clôturer par le traditionnel verre de l'amitié.



Blanzac.



Isle.

■ ATTAC, Mistigri

Il y a un an 1/2, lors des manifestations de Guéret pour la défense des services publics, les responsables d'ATTAC et ses militants régionaux n'avaient ménagé ni le Parti Socialiste, ni son Premier Secrétaire François HOLLANDE, bien que certains d'entre eux soient adhérents du Parti Socialiste.

On sait depuis que le mouvement ATTAC a révélé sa véritable nature lors de la mise à jour de ses méthodes de fonctionnement faisant coïncider sombres magouilles, bourrages des urnes et comportements stalinien. On aimerait bien savoir ce que les manifestants P.S. de Guéret, adhérents d'ATTAC pensent de cette situation.

Manifestement, ils ont une carte d'adhérent de trop dans leur poche ; ils peuvent s'en débarrasser en jouant au Mistigri par exemple.

■ Ethanol : la meilleure ou la pire des choses ?

Le Ministre de l'Economie et la Ministre de l'Ecologie ont annoncé à grands renforts de publicité le développement massif du bio-éthanol présenté comme l'essence miracle alternative au pétrole. Ce n'est pas la première fois que le Gouvernement fait l'éloge de l'essence verte. Cette fois-ci, il a pris soin d'y associer l'ancien champion automobile Alain PROST, pour donner plus d'écho à sa communication.

Cette annonce n'a pas suscité un enthousiasme considérable. En effet, les spécialistes les plus optimistes considèrent qu'il faut un litre d'énergie fossile (entendez pétrole) pour produire un litre d'éthanol à partir du blé ou de la betterave. De plus, le carburant obtenu par ce biais engendre une surconsommation de l'ordre de 30 % compte tenu du fait de sa moins grande valeur énergétique...

Par ailleurs, à l'heure actuelle selon les représentants agricoles, 650 000 ha sont déjà utilisés pour une production de blé et de betterave de 500 000 tonnes. Combien faudra-t-il d'hectares pour produire les 6 millions de tonnes nécessaires ? Aussi certains annoncent des déforestations massives pour la production de cette bio-masse. Du fait de ce besoin de surfaces extrêmement important, on envisage de recourir aux cultures transgéniques, censées décupler les rendements. En d'autres termes, cette nouvelle promotion soudaine et subite de l'éthanol est peut-être une autre façon de nous imposer les OGM, sous couvert de préoccupation écologique ?

Le prix de l'éthanol serait garanti d'après le plan gouvernemental autour de 0,80 € le litre. Cela pose la

question de la fiscalité et du revenu des agriculteurs. Dans la pratique actuelle des prix, la tonne de blé est payée entre 125 et 130 € pour le débouché alimentaire. Le prix proposé pour l'éthanol serait au maximum de 80 €.

Enfin, compte tenu de la défiscalisation annoncée de ce nouveau carburant, la perte de recettes pour l'Etat et les Régions serait colossale !

■ Sécurité Sociale : la descente aux enfers

La Cour des Comptes dans son rapport annuel ne s'y trompe pas, puisqu'elle écrit «le déficit de l'ensemble des régimes de Sécurité Sociale et des fonds de financement a augmenté en 2005, passant de 14,2 milliards d'euros en 2004 à 14,4 milliards».

Au lieu de l'équilibre en 2009 envisagé disent les magistrats financiers de la rue de Cambon, de nouvelles et fortes dégradations sont à prévoir au-delà de 2009.

■ L'explosion de la dette publique

Entre 2002 et 2006, la dette publique de l'Etat a connu une dégradation historique puisqu'elle représentait à peu près 55 % de la production intérieure brute en 2002 pour passer à plus de 66 % en 2006. Précisons que le Gouvernement JOSPIN avait réduit la dette entre 1997 et 2001 et respecté tous nos engagements communautaires, ce qui n'a jamais été le cas depuis 2003.

Fin 2005, la dette publique représentait un surplus par rapport à 2001 de 170 milliards d'euros. Ce qui veut dire que depuis quatre ans, chaque Français a vu «sa dette» augmenter de près de 2 700 euros...

■ Projet de budget 2006, l'injustice fiscale continue

La promesse de baisse d'un tiers de l'impôt sur le revenu faite par CHIRAC et la majorité en 2002, n'a bien sûr pas été tenue. Mais la baisse atteint tout de même 8,5 milliards d'euros et s'accompagne d'une remise en cause de la progressivité de l'impôt. Elle s'est faite avant tout au profit des plus aisés, ainsi la baisse de 2007 est concentrée à 63 % sur les 10 % de français les plus riches et les 1 % de plus riches capteront ainsi 30 % du gain de la réforme...

Vive l'égalité fiscale !!!

M. C.

■ Record battu pour le repas des socialistes

Depuis son lancement en 2000 le repas des Socialistes n'avait jamais connu une telle affluence et au grand regret des organisateurs, des inscriptions ont dû être refusées. C'était donc une salle de Buxerolles comble qui a accueilli Kader ARIF, Secrétaire national aux Fédérations, Premier fédéral de Haute-Garonne et député européen.

Il a pu rappeler devant un auditoire mobilisé les enjeux qui attendent les Socialistes et l'ensemble de la gauche dans les prochains mois et que seule l'unité de notre Parti permettra d'offrir une alternative à nos concitoyens.

Les principales forces de gauche du département ont répondu présentes à l'invitation de la direction fédérale et ont été accueillies par Jean Pierre DEMERLIAT, les responsables fédéraux et les principaux élus.

Il est néanmoins regrettable que la station régionale de télévision n'ait pas jugé utile (une fois de plus !) de se déplacer pour couvrir un tel événement.



Les photos de cette soirée sont exposées et en vente au siège de la Fédération, 9 boulevard de la Cité à Limoges.

Brèves...

■ A l'occasion du débat public sur l'option d'une ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers-Ile de France, plusieurs élus de droite de l'Indre ont essayé de perturber ces débats, empêchant les partisans du barreau Limoges-Poitiers d'exprimer leur point de vue et agitant parfois des banderoles dans l'amphithéâtre de la Faculté de Droit où se tenaient ces réunions.

Quelques participants n'ont pas complètement saisi la perversité de cette démarche des Berrichons. Certains, en effet de bonne foi, pensaient que le barreau Limoges-Poitiers était susceptible de marginaliser Châteauroux et le Sud-Berry.

Ils oubliaient simplement que le chef-lieu du département de l'Indre dispose chaque jour de plusieurs trains qui mettent moins d'1 heure 50 pour faire la liaison Châteauroux-Paris. Autrement dit 1 heure de moins que la liaison la plus rapide entre Paris et Limoges.

■ S'agissant de l'abandon du POLT en décembre 2003 par un Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, ce que beaucoup ne savent pas, c'est que la veille de la réunion de ce Comité qui devait officialiser le retrait de l'Etat, une réunion s'est tenue dans le bureau du Ministre des Transports de l'époque, M. BUSSEREAU.

Prévoyant des réactions très négatives lors de l'annonce du CIADT, BUSSEREAU a proposé aux participants (essentiellement des élus U.M.P. concernés par la ligne) de faire assurer une desserte avec des rames T.G.V. normales circulant sur la voie classique. Le gain de temps était inexistant, mais en terme d'image l'arrivée de rames T.G.V. dans les gares concernées pouvait faire passer «la pilule».

Cette solution a été rejetée par les élus de l'Indre, ce qui nous vaut aujourd'hui d'être desservis par une rame TEOZ (avec l'ancien Corail rénové et sur laquelle la réservation est obligatoire ainsi qu'un supplément de prix).

Voilà ce qu'oublie de dire les agitateurs berrichons lors des réunions organisées sur le projet de Ligne à Grande Vitesse Limoges-Poitiers.